

Perspectives

N°26/065 – 20 mars 2026

ASIE – Dans le piège d'Ormuz

Ouverts et très intégrés dans le commerce international, les pays d'Asie sont exposés aux disruptions provoquées par le conflit en cours dans le Golfe. La plupart d'entre eux ont rapidement réagi en s'inquiétant des conséquences de la guerre sur leurs approvisionnements énergétiques et sur la fluidité des échanges commerciaux.

Le premier canal de risques est bien sûr celui du pétrole, les fournisseurs des pays d'Asie étant principalement dans le Golfe, **avec un impact direct sur les prix et les chaînes de valeur intensives en énergie.** À ce titre, la quasi-totalité des pays de la zone sont concernés, avec un léger avantage à l'Indonésie et à la Malaisie, producteurs de pétrole (mais tout de même importateurs nets).

D'autres matières premières et biens intermédiaires transitant par le détroit d'Ormuz sont également à surveiller : le gaz bien sûr, qui fait tourner les chaînes de production du nord de l'Asie (Corée du Sud, Japon, Taïwan) et de l'Inde ; l'aluminium, les plastiques fabriqués avec des résidus de pétrole et les engrais, dont la pénurie ou la forte hausse des prix pourraient fragiliser les secteurs agricoles indien et indonésien.

À mesure que le conflit se prolonge, **la question des flux humains deviendra de plus en plus centrale : flux touristiques** vers l'Asie du Sud-est (Malaisie, Philippines, Thaïlande), qui transitaient largement par le Golfe depuis l'Europe, et surtout **flux de travailleurs.** Pour certains pays (Inde, Philippines), la question des transferts de fonds issus de la diaspora est loin d'être négligeable.

Enfin, **les alliés traditionnels des États-Unis** (Corée du Sud, Japon et Taïwan) **s'inquiètent déjà des transferts militaires d'hommes et de capacités de défense** déployés dans la zone jusqu'ici. Cette bascule vers une nouvelle zone de conflit renforce l'idée que ces pays devront plus que jamais compter sur leurs ressources domestiques

et régionales, plus que sur l'allié américain, pour assurer leur sécurité et maintenir les capacités de dissuasion nécessaires face aux puissances hostiles voisines (Chine, Corée du Nord et Russie).

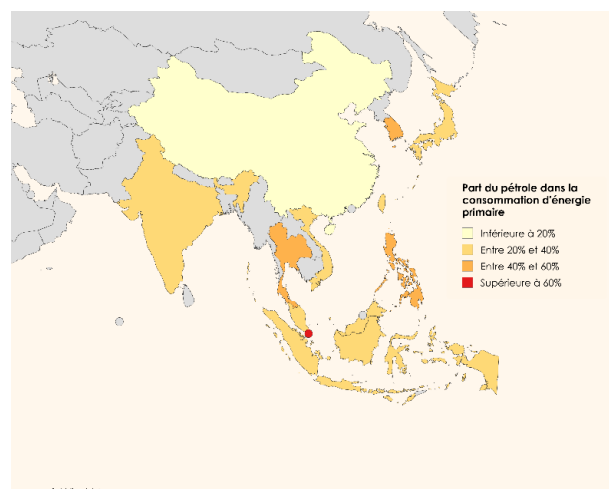
Le risque majeur : la dépendance au pétrole d'Ormuz

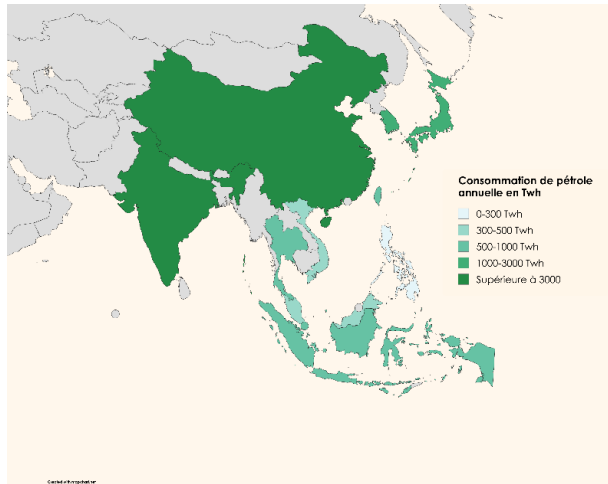
Un mix énergétique encore largement carboné

Malgré des efforts majeurs de diversification et de développement des énergies renouvelables venant de quelques pays de la zone (Chine, Corée du Sud, Japon), les économies asiatiques restent encore très carbonées.

Tous les pays de la zone sont exposés : soit parce que la part du pétrole dans leur consommation d'énergie primaire est très élevée (Singapour : 86,8%, Corée du Sud : 42,8%, Philippines 40,8%), soit parce qu'ils sont des importateurs majeurs (Chine), soit parce qu'ils cumulent les deux critères (Inde, Japon).

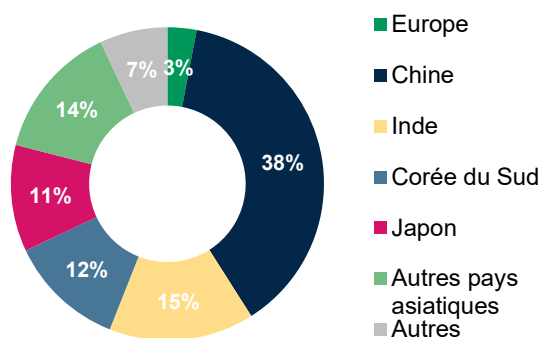
L'Indonésie et la Malaisie, producteurs de pétrole, apparaissent comme un peu plus préservées, mais demeurent exposées à un choc long et global.





Un approvisionnement dépendant d'Ormuz

Le pétrole transitant par Ormuz a pour destination principale l'Asie



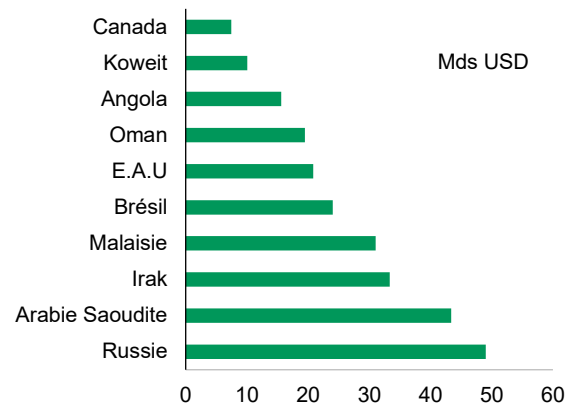
Sources : TradeMap, Crédit Agricole S.A./ECO

Par ailleurs, les pays asiatiques sont en première ligne du blocage du détroit d'Ormuz : près de 75% du pétrole transitant par le détroit leur est destiné.

Première cible : **la Chine, qui importe près de 43% de son pétrole du Golfe, sans compter le fournisseur iranien, exclu des statistiques officielles**. Le consensus estime généralement que l'Iran exporte 80 à 90%, soit environ 1,4 million de

barils par jour, de son pétrole vers la Chine, grâce à des circuits de contournement des sanctions passant souvent par la Malaisie. **Avec la guerre, la Chine perd donc (provisoirement ?), après le Venezuela, un deuxième fournisseur de pétrole brut à prix cassés**. Avec des importations de pétrole de 320 milliards de dollars en 2025, et des besoins journaliers estimés à 11,3 millions de barils, la Chine va devoir se tourner vers d'autres fournisseurs si elle ne parvient pas à négocier un déblocage rapide du détroit d'Ormuz.

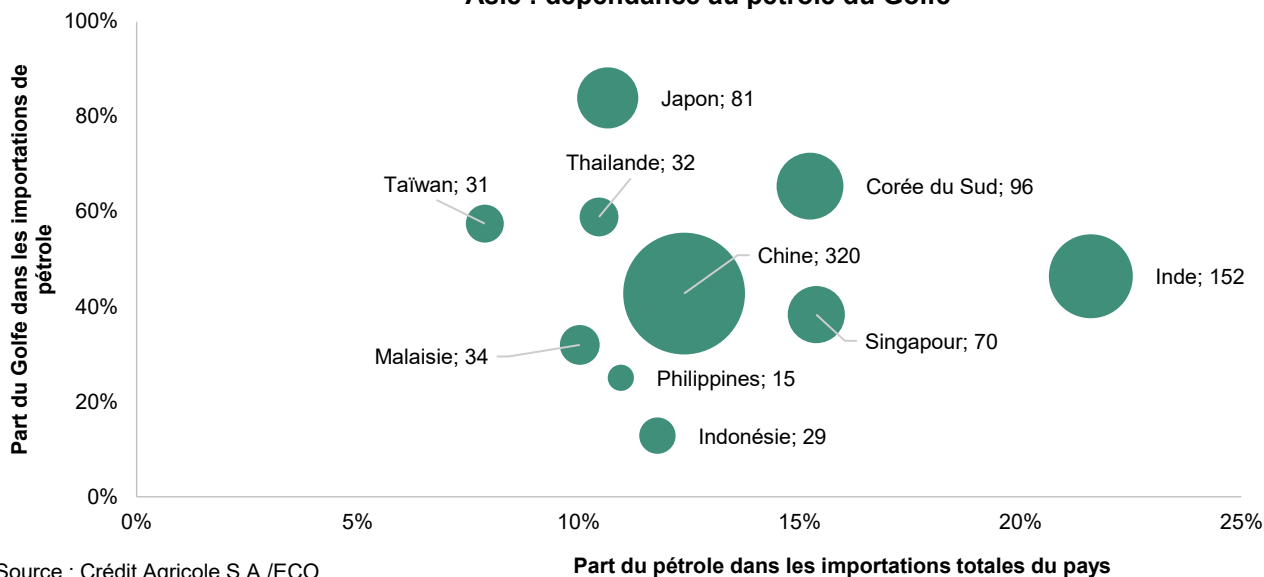
Chine : fournisseurs de pétrole brut



Sources : TradeMap, Crédit Agricole S.A./ECO

Derrière, on retrouve également **les pays importateurs les plus touchés : l'Inde, la Corée du Sud et le Japon**. Pour la Corée du Sud et le Japon, un nouveau casse-tête logistique s'annonce : ces pays avaient déjà dû revoir leurs approvisionnements après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et s'étaient donc tournés vers le Golfe. L'Inde, dont les importations de pétrole représentent 22% des importations totales, devrait quant à elle continuer de se tourner davantage vers la Russie, comme elle le fait depuis 2022, et ce d'autant que les États-Unis ont provisoirement levé certaines sanctions pour autoriser les importations de pétrole russe et fluidifier le marché.

Asie : dépendance au pétrole du Golfe

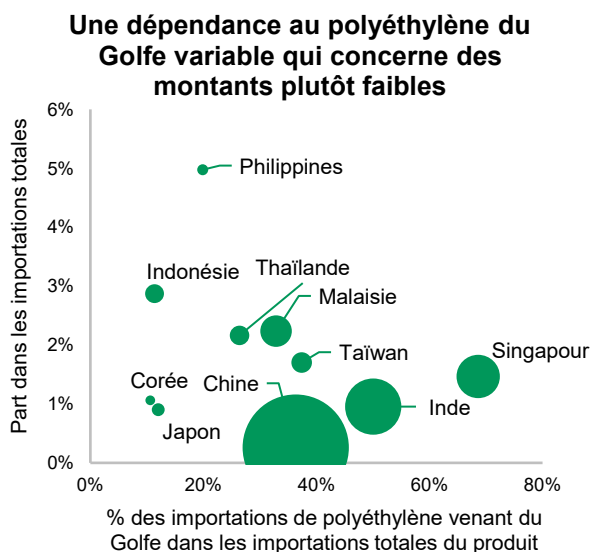


La taille des bulles est proportionnelle au montant total des importations de pétrole (brut et raffiné) pour la dernière année connue (2024 ou 2025), le montant de ces importations en milliards de dollars est indiqué à côté du nom du pays.

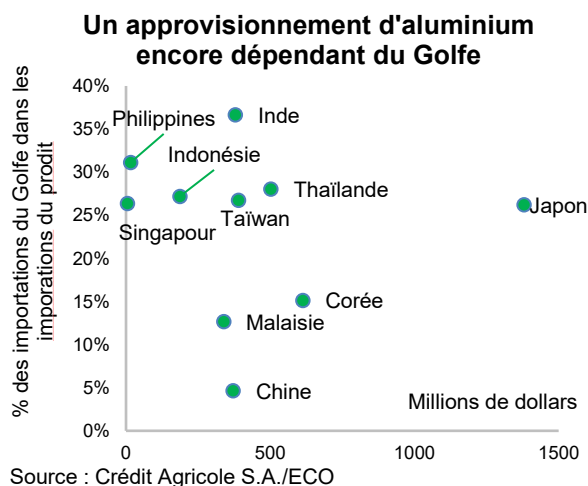
Gaz, aluminium, engrais et plastiques : ce qu'il faut aussi surveiller

L'énergie n'est pas l'unique point de vulnérabilité de l'Asie vis-à-vis du détroit d'Ormuz.

Le Golfe produit chaque année autour de 15% du polyéthylène mondial, un composant plastique essentiel utilisé pour la fabrication d'emballages, de bouteilles ou de sacs et dont l'Asie est le plus gros consommateur mondial. Même si ces importations concernent parfois des montants assez faibles, les pays asiatiques sont très dépendants du Golfe pour leurs importations : 36% pour la Chine, 50% pour l'Inde ou encore 68% pour Singapour.



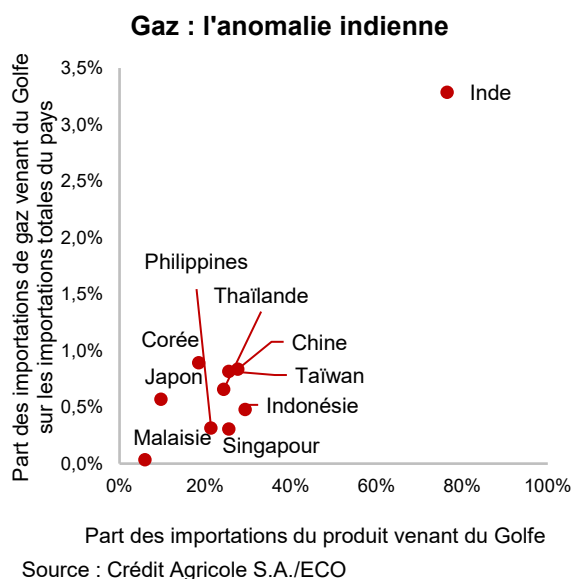
L'aluminium est un autre produit essentiel à surveiller : les pays du Golfe comptent pour environ 8% de la production mondiale d'aluminium primaire et de 14% de son exportation. La région repose encore principalement sur des importations passant par le détroit d'Ormuz : entre 20 et 30% des importations pour la majorité des pays asiatiques, même si les montants concernés sont encore une fois relativement faibles. Comme pour le pétrole, le Japon et la Corée du Sud avaient déjà dû retravailler leurs approvisionnements en 2022, la Russie étant aussi un producteur et exportateur majeur d'aluminium.



Les importations de gaz sont un autre point de vulnérabilité. Certains pays d'Asie dépendent en très grande partie du gaz du Golfe, en particulier de certains fournisseurs comme le Qatar. Les disruptions causées par les attaques du plus grand champ de gaz, exploité par l'Iran et le Qatar,

pourraient donc avoir un effet rapide sur les pays d'Asie.

Le profil de dépendance des pays asiatiques vis-à-vis du gaz du Golfe est très similaire, à l'exception d'une anomalie : l'Inde. Les importations gazières indiennes en provenance du Golfe représentent ainsi près de 80% de ses importations de gaz et presque 3,5% de ses importations totales. Bien que le gouvernement de Narendra Modi nie tout risque de pénurie, les premières restrictions, notamment dans le secteur de la restauration, ont déjà été prises, afin de privilégier l'approvisionnement des ménages, dépendants du gaz pour la cuisine domestique, et des industries plus stratégiques.



Enfin, le détroit est aussi une voie de passage **pour des importations de soufre et d'ammoniac, des intrants importants pour la fabrication d'engrais** (processus qui nécessite également du gaz, ce qui renforce la pression sur les coûts de production). L'Inde (77% des importations de soufre et d'ammoniac), l'Indonésie (67%), la Chine (44%), la Corée (43%) et Taiwan (42%) sont les principaux concernés.

Les canaux de transmission : chaînes de valeur, inflation et remittances

Surveiller les chaînes de valeur critiques dépendantes de ces intrants

Chacun des intrants mentionnés plus haut est intégré dans des chaînes de production qui risquent d'être mises en danger par le blocus du détroit.

Le polyéthylène est ainsi utilisé par la Chine et l'Inde, qui l'intègrent principalement dans la **fabrication d'emballages** – domaine dans lequel la Chine est l'un des leaders mondiaux – et la

construction (pour la fabrication de tuyaux notamment pour l'eau ou le gaz). Il est aussi nécessaire pour **les industries automobiles** des deux pays et utilisé dans la fabrication des pièces plastiques des véhicules.

Pour certains pays d'Asie du Sud-Est (Malaisie, Singapour, Indonésie), le polyéthylène est aussi un composant important pour les **industries exportatrices de plasturgie**, ces pays jouant souvent le rôle de plateformes de transformation et de redistribution de polymères vers les autres industries régionales. La région Asie-Pacifique détient près de 45% du marché mondial de plastique extrudé.

L'aluminium concerne principalement (mais pas uniquement) les économies industrielles de la région. Au Japon, en Corée du Sud, en Chine et en Inde, l'aluminium est utilisé dans les **industries automobiles, navales et aéronautiques**, des secteurs très stratégiques pour l'industrie domestique et également exportatrice.

Il joue également un rôle clé dans **les chaînes de valeur de l'électronique et de l'électroménager**, dont certains pays asiatiques font partie des leaders mondiaux (Chine, Taïwan, Thaïlande).

Les intrants comme **le soufre et l'ammoniac** sont quant à eux utilisés **pour la production d'engrais, dont l'Asie Pacifique est à la fois un producteur et un importateur majeur**. La Chine est le plus grand producteur et exportateur d'engrais au monde (25% de la production mondiale d'engrais d'après le département de l'Agriculture des États-Unis, USDA). **Pour les pays de la zone ayant un secteur agricole important (Chine, Inde, Indonésie), ces produits sont clés pour assurer le maintien des rendements agricoles** : en Chine, le secteur primaire emploie autour de 22% de la population active. Ce chiffre est de 42% pour l'Inde et 27% pour l'Indonésie.

Enfin, **le gaz est importé massivement par les pays les plus industrialisés**, pour la production d'électricité et **l'industrie pétrochimique**, principalement au Japon, en Corée du Sud, en Chine et en Inde. Il est également un composant essentiel pour **l'industrie stratégique taïwanaise des semi-conducteurs**, une des plus importantes au monde, très consommatrice d'électricité. L'arrêt des livraisons d'hélium – dont le Qatar fournit actuellement près d'un tiers de la production mondiale – utilisé pour refroidir les équipements de fabrication, risque de ralentir la production de puces par les usines taïwanaises et sud-coréennes. Sur le volet énergétique, la Malaisie et la Thaïlande sont les deux économies asiatiques avec le mix énergétique reposant le plus sur le gaz (respectivement 33 et 34%) mais le Japon (19%),

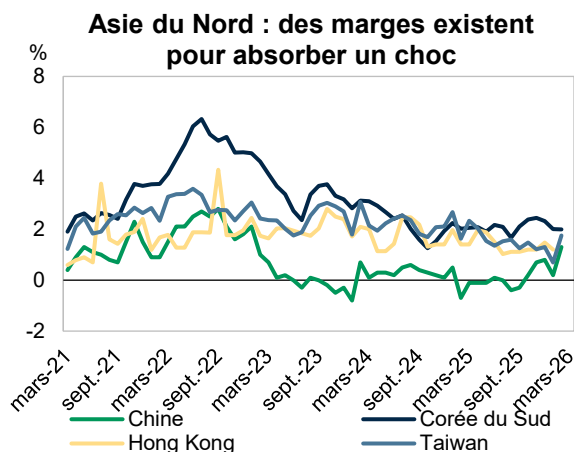
Taïwan (23%) et la Corée (17%) en sont également très dépendants.

Attention à l'inflation dans les pays les plus fragiles

Ce nouveau choc pétrolier risque d'intervenir alors que les économies d'Asie ont eu parfois du mal à absorber celui de la guerre en Ukraine.

Les pays d'Asie du Nord (Corée du Sud, Japon, Taïwan), qui avaient pris des sanctions à l'égard de la Russie, avaient ainsi été déjà contraints de revoir leurs sources d'approvisionnement, et avaient parfois mis plus d'un an (Corée du Sud) pour revenir à leur cible. Ils disposent aujourd'hui de certaines marges de manœuvre, qu'elles soient monétaires ou budgétaires pour encaisser le choc.

Coutumiers des politiques de subventions à l'énergie, la Corée du Sud, Taïwan et le Japon devraient une nouvelle fois mettre en place des mesures de soutien aux énergies fossiles afin de soutenir leur secteur industriel et les ménages.



La Chine, qui oscille entre désinflation et déflation depuis plus de deux ans, est aussi en mesure de gérer un choc transitoire. Le pays dispose d'un mécanisme de subventions directes, activé dès que le prix du baril dépasse les 130 dollars, permettant de lisser les prix à la pompe. Nul doute que les petites raffineries dépendantes du pétrole iranien devraient également être aidées.

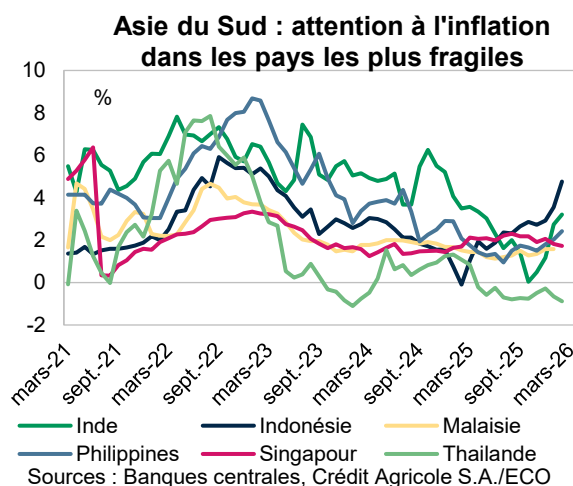
Pour l'Asie du Nord, bien consciente de ses dépendances, **cette crise devrait également à nouveau accélérer les programmes de transition, notamment vers les véhicules électriques** (Chine, Corée du Sud), **voire relancer les débats autour du nucléaire civil** (Taïwan) et des programmes ambitieux autour des énergies renouvelables (éolien *offshore* en Corée du Sud par exemple).

Pour les pays d'Asie du Sud, plus vulnérables, les marges de manœuvre pour contenir une hausse des prix volatils sont moindres. En Inde, aux Philippines et en Thaïlande, la guerre en Ukraine avait conduit à une accélération rapide des prix à la consommation. L'inflation avait ainsi oscillé autour des 8% au T2 2022 avant de refluer lentement.

Le Covid-19 suivi de la vague inflationniste de 2022 ont également dégradé les finances publiques, et donc les marges de manœuvre budgétaires disponibles pour faire face à de nouvelles crises.

Trois pays semblent particulièrement vulnérables : l'Inde, l'Indonésie et les Philippines, qui cumulent dépendance à l'énergie et vulnérabilité agricole, avec des risques que les perturbations sur l'approvisionnement en engrais pèsent sur les récoltes futures. L'Inde et l'Indonésie enregistraient déjà des dynamiques d'inflation en accélération, notamment en Indonésie (4,8% en février sur un an), en raison d'une hausse des prix de l'électricité et des produits alimentaires.

Dans ces pays où la hausse des prix volatils se transmet rapidement à l'inflation sous-jacente, la politique monétaire a, de surcroît, tendance à vite devenir stérile, et les outils de politique économique – hors subventions – à se révéler inefficaces. **L'évolution des prix sera donc à suivre de près, d'autant que, s'agissant d'une inflation largement importée, l'effet sur les équilibres extérieurs (compte courant et taux de change) devra également être surveillé** pour les pays les plus à risque (Inde et Philippines en particulier).



Tourisme et transferts de fonds : l'importance des flux humains

Dernier facteur à ne pas négliger, l'impact des flux humains.

À mesure que la guerre s'allonge, les conséquences sur le tourisme risquent ainsi de peser sur les économies les plus exposées au secteur. Les pays du Golfe, et notamment les hubs aériens de Dubaï et Doha, ont bâti leur compétitivité sur les segments Europe-Asie avec escale. Alors que les compagnies aériennes excluent un retour à la normale avant plusieurs mois, des pays comme la Malaisie, les Philippines ou la Thaïlande, pour lesquels le tourisme représente entre 15 et 20% du PIB, l'absence des Européens (15% des touristes environ, mais au pouvoir d'achat élevé) pourrait se faire ressentir sur les entrées de devises, l'emploi et la consommation.

Enfin, il ne faut pas oublier que les travailleurs migrants asiatiques représentent une part substantielle de la main-d'œuvre expatriée dans les pays du Golfe, où ils sont principalement employés dans les secteurs de la construction, des services domestiques, de l'hôtellerie et des transports.

La population indienne est ainsi estimée à environ neuf millions (en particulier aux Émirats, en Arabie saoudite et au Qatar), celle des Philippines à 2,5 millions (Émirats, Qatar, Koweït), celle des Indonésiens à deux millions (Arabie saoudite, Koweït, Émirats). **Pour ces pays dans lesquels le montant des transferts de fonds des travailleurs à l'étranger se compte en points de PIB (près de 10% du PIB pour les Philippines, 4% pour l'Inde)**, la perte des emplois qui y sont associés serait une double tragédie. Elle conduirait d'une part à un retour d'une partie de ces travailleurs vers des marchés du travail incapables de les absorber car déjà sous forte tension, et d'autre part à une perte de revenus pour de nombreuses communautés, qui vivent de ces transferts.

L'ouverture du front iranien laisse les alliés des États-Unis à découvert

L'ouverture du front iranien rebat également certaines cartes géopolitiques en Asie

Premier impact : **les États-Unis ont déplacé certains systèmes de défense, jusqu'ici stationnés en Corée du Sud pour les transférer au Moyen-Orient**. Sont concernés des systèmes Thaad servant à l'interception de missiles à haute altitude. Le président sud-coréen a manifesté son opposition à ces transferts, alors même que la Corée du Nord continue ses tirs de missiles de croisière depuis le début de l'année, tout en concédant qu'il n'avait aucun moyen de les

empêcher. La Corée du Sud s'est également vu dépouiller d'une partie de ses munitions (bombes guidées), d'hélicoptères de combat (AH-64 Apache) et de batteries de missiles Patriot (sol-air).

Les États-Unis mettent ainsi en place leur concept de « flexibilité stratégique », qui vise à déplacer des ressources (de plus en plus limitées) là où elles deviennent vraiment nécessaires. Derrière ce concept, se cache en réalité l'idée que **chaque pays devient maintenant responsable de sa propre dissuasion** (pour la Corée du Sud, face à la Corée du Nord) et que les États-Unis placeront toujours leurs intérêts immédiats au-dessus des accords passés avec leurs alliés.

Pour la Corée du Sud, le Japon et Taïwan, qui font face aux menaces – potentielles ou déjà réelles – nord-coréennes, russes et chinoises, l'épisode iranien sonne comme un nouvel avertissement : celui selon lequel l'autonomisation militaire doit se poursuivre, voire s'accélérer.

En Corée du Sud, elle passe par une nouvelle hausse du budget de la défense (+7,5% en 2026, soit environ 45 milliards de dollars), visant notamment à continuer de développer des versions sud-coréennes de Thaad et de Patriot.

À Taïwan, la guerre aura au moins permis de débloquer une commande d'armements de 11 milliards de dollars auprès des États-Unis, qui était bloquée par l'opposition – majoritaire au Parlement – depuis novembre. Cette commande s'inscrit dans un budget de défense inédit de 40 milliards de dollars, visant à financer un vaste programme de dépenses militaires sur huit ans. **Un rapprochement avec le Japon** s'observe également : le premier Ministre taïwanais s'est ainsi rendu à Tokyo pour la première fois depuis 1972, dans le sillage des propos de la première Ministre japonaise, qui sous-entendait que le Japon pourrait intervenir en cas d'attaque sur Taïwan.

Et la Chine ?

Comme à son habitude, la Chine se tient officiellement loin des pourparlers diplomatiques et refuse d'endosser un rôle de médiateur dans le conflit. Son objectif principal est de débloquer le plus rapidement possible le détroit d'Ormuz, afin de ne pas compromettre ses chaînes d'approvisionnement.

L'embrasement du Golfe pourrait toutefois entraîner des conséquences plus profondes sur sa stratégie globale d'investissement. Ces dernières années, la Chine a continué de sécuriser ses approvisionnements en pétrole et en gaz, avec des investissements en Irak (Tuba), en Arabie saoudite (avec Aramco) ou au Qatar (QatarEnergy). Au point que le Moyen-Orient rivalise maintenant

avec l'Afrique comme principale zone bénéficiaire du programme des Routes de la Soie. Car la Chine ne s'intéresse pas qu'aux énergies fossiles, **elle investit aussi massivement dans les infrastructures** (transports, stades, chantiers navals), **aide ces pays à se mettre sur les rails de la transition énergétique** (éolien, solaire) et **épaula leurs rêves de « smart cities »** (réseaux, câbles, lignes haute tension, robotisation,

datacenters). En bref, la Chine a trouvé dans les pays du Golfe une zone à fort pouvoir d'achat, qui ne s'embarrasse pas des questions environnementales ou sociales.

Tout prolongement du conflit menant à une instabilité plus forte et plus pérenne de la zone contraindrait sûrement la Chine à revoir ses plans.

✓ **Notre opinion** – *Le conflit en cours rejoint la liste de chocs déjà subis par les économies asiatiques depuis 2020 : Covid-19, qui a duré jusqu'en 2022 pour certains pays dont la Chine, choc inflationniste dans le sillage de la guerre en Ukraine, incertitudes liées aux tarifs douaniers américains. N'oublions pas les crises et tensions plus locales : crise politique en Corée du Sud, guerres entre le Cambodge et la Thaïlande, l'Inde et le Pakistan, l'Afghanistan et le Pakistan, renversement de gouvernement au Bangladesh, au Népal ou au Sri Lanka.*

Ces chocs finissent par être absorbés, mais laissent toujours des cicatrices visibles sur les économies : la Thaïlande n'a ainsi jamais renoué avec sa fréquentation touristique pré-Covid, l'Indonésie a vu sa classe moyenne reculer depuis 2019, la Chine est toujours engluée dans sa crise immobilière depuis 2020.

Le blocage d'Ormuz fait de nouveau peser sur ces pays un risque inflationniste fort, pour lequel les subventions restent la seule arme efficace. Encore faudra-t-il en avoir les moyens. Au-delà de la question énergétique, qui vient appuyer sur les faiblesses et les dépendances de ces économies carbonées, la question des autres chaînes de valeur sera au cœur des préoccupations. La question des engrais, qui va de pair avec la sécurité alimentaire, sera ainsi centrale si le conflit devait se prolonger.

Enfin, la guerre rappelle à certains qu'en présence d'acteurs de plus en plus prompts au passage à l'acte, et d'un allié américain centré sur ses priorités et de moins en moins fiable, le renforcement de la souveraineté et de capacités de dissuasion sera également déterminant.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Décembre 2025

[En comptant sur le soutien de la politique budgétaire,
contrepoids à l'adversité](#)

Date	Titre	Thème
20/03/2026	<u>Espagne – Face à une vulnérabilité reconfigurée</u>	Espagne
18/03/2026	<u>Italie – Marché immobilier résidentiel en 2025 : la reprise se confirme, le rythme se tempère</u>	Italie, immobilier
16/03/2026	<u>Podcast – Les faits marquants de la semaine – 16 mars 2026</u>	Monde
13/03/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/03/2026	<u>Italie – Derrière le rebond, une économie qui se recompose</u>	Italie
10/03/2026	<u>France – La Grande Transmission – Une méthodologie pour estimer les montants transférés à l'horizon 2050</u>	France
10/03/2026	<u>Pays baltes – Vivre avec le risque géopolitique</u>	PECO
09/03/2026	<u>Stablecoins, quels impacts sur les grands équilibres macro-économiques ?</u>	Fintech
06/03/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
05/03/2026	<u>PIB par habitant en Europe : un déclin relatif de la France, sans décrochage</u>	France, Europe
02/03/2026	<u>Podcast – Les faits marquants de la semaine – 2 mars 2026</u>	Monde
27/02/2026	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
25/02/2026	<u>France – 2025, année record pour les défaillances, mais aussi pour les créations d'entreprises</u>	France

Études Économiques Groupe – Crédit Agricole S.A.

12, place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Isabelle JOB-BAZILLE

Rédacteurs en chef : Paola MONPERRUS-VERONI, Tania SOLLOGOUB, Armelle SARDA

Zone euro : Alberto ALEDO, Ticiano BRUNELLO, Marianne PICARD, Paola MONPERRUS-VERONI (coordination zone euro), Sofia TOZY, Philippe VILAS-BOAS, Grégoire GLORIEUX

États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, pays scandinaves : Slavena NAZAROVA

Europe centrale et orientale, Asie centrale, géoéconomie :

Tania SOLLOGOUB (coordination pays émergents), Nathan QUENTRIC

Asie : Sophie WIEVIORKA

Amérique latine : Catherine LÉBOUGRE (coordination scénario), Jorge APARICIO LOPEZ

Afrique du Nord, Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne : Laure DE NERVO

Documentation : Elisabeth SERREAU

Statistiques : Datalab ECO

Réalisation et Secrétariat de rédaction : Fabienne PESTY

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

Application Etudes ECO disponible sur l'[App store](#) & sur [Google Play](#)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.